

PAKISTAN : Léger mieux (institutionnel, sécuritaire et stratégique) **ou trompe-l'œil ?**

*Un fait
son décryptage
une analyse
des perspectives*

LE FAIT

➤ Il y a bien sûr cette violence inter-confessionnelle ou terroriste élevée qui, tout en retrait soit-elle depuis peu (voir graphique), demeure à un niveau dramatique autant qu'inacceptable.

➤ Sur le flanc ouest, dans l'Afghanistan tourmenté voisin, une population éreintée par quatre décennies de conflit, des militaires aux prises avec un défi sécuritaire leur échappant (insurrection talibane sur fond de retrait des forces militaires de l'OTAN), enfin, un (fragile) gouvernement central (Kaboul) continuent certes à explorer le jeu ambiguë d'Islamabad dans les affaires nationales afghanes.

➤ Il y a encore et toujours ces relations avec le voisin indien qui, fin 2015 comme de tout temps ou presque depuis 1947 serait-on tenté de dire, continuent d'alterner du passable à l'exécrable, aux détriments d'un milliard et demi d'habitants et d'une stabilité régionale déjà toute relative.

➤ Et pourtant ; en raison de son accoutumance au pire dès lors que l'on se penche sur le 'cas pakistanais' -il est vrai que l'on serait échaudé à moins...-, il a peut-être échappé à l'observateur qu'Islamabad avait dernièrement, sur certains points (cf. scène politique domestique apaisée ; lutte anti-terroriste plus décisive ; collaboration avec Washington), quelque peu infléchi sa feuille de route dans le sens de la demande extérieure. Effet de manche, illusion d'optique ou réelle volonté de changement ?

L'ANALYSE

■ Ces dernières semaines, répondant à des agendas distincts, les autorités civiles et militaires pakistanaises ont effectué un tir groupé de visites à Washington, capitale occidentale sempiternellement honnie ... et recherchée (de la population pakistanaise comme des responsables politiques et militaires) au pays des purs.

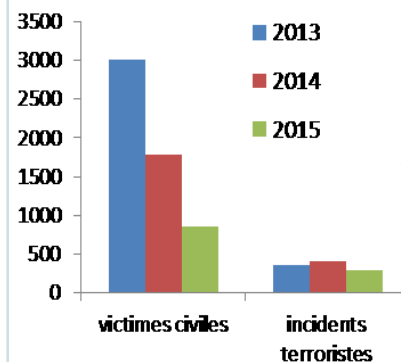
■ Si le chef de gouvernement N. Sharif a eu à deux reprises en autant de mois le privilège de se rendre sur le sol américain (fin septembre ; puis mi-novembre) et d'y rencontrer les responsables politiques, c'est en réalité le déplacement des deux plus hauts responsables de l'omnipotente hiérarchie militaire (le chef des armées ; celui des services de renseignements—ISI) qui a retenu l'attention. Des visites qui indiqueraient un retour (momentané ?) en grâce improbable il y a encore peu, eu égard au courroux de l'exécutif américain et du Pentagone (nourri par la présence en zones tribales du violent 'réseau Haqqani', impliqué dans les attaques de soldats US sur le sol afghan).

■ L'initiative des diverses actions engagées par Islamabad (cf. opération armée contre les talibans au Waziristan; contre le crime à Karachi) semble plus devoir être portée au crédit du chef des armées, le général Raheel Sharif, que de son homonyme et 1^{er} ministre Nawaz Sharif, dont le 3^{ème} mandat (entamé en 2013) s'avère aussi décevant que les précédents.



PAKISTAN : repères

Territoire : 796 000 km²
Capitale : Islamabad
Pays voisins : Afghanistan, Chine, Inde, Iran
Population : 200 millions
Gr. ethniques : punjabis (45%), pachtounes, sindhis, mohajirs, baloutches
Religion : islam
Langues : punjabi, sindhi, pachto
Régime : République islamique
1^{er} min : Nawaz Sharif (2013 →...)
Revenus annuels/h : 1000 euros



LA CITATION

"Les Etats-Unis croient fermement en la nécessité (pour les forces pakistanaises) de lutter contre des groupes (terroristes) tels que le 'réseau Haqqani', lequel menace les Etats-Unis et notamment les forces américaines présentes en Afghanistan", Ashton Carter, Secrétaire américain à la Défense, cité par le quotidien pakistanais Dawn, le 20 novembre 2015.

ACTEURS EN PRÉSENCE

Le chef des armées (R. Sharif)
 Les services de renseignement (ISI)
 Le 1^{er} ministre Nawaz Sharif
 L'opinion publique pakistanaise
 Les autorités américaines
 Talibans/ gr. radicaux pakistanais

CHRONOLOGIE récente

16/11 : visite de cinq jours aux USA du chef des armées pakistanaises (général R. Sharif)
23/10: attentat-suicide contre une procession chiite dans le Sindh : 22 victimes
22/10 : visite du 1^{er} min. N. Sharif aux USA ; rencontre avec le Pdt B. Obama et J. Kerry
21/10 : les E.U. annoncent la vente de F-16
21/10: la Cour Suprême pakistanaise lève l'interdiction sur le Jamaat ud-Dawa, filiale de l'organisation terroriste Lashkar-e-Taiba
18/10: le Lt. Général N.K. Janjua nommé Conseiller à la Sécurité nationale, remplace Sartaj Aziz (un civil), un proche de N. Sharif.
17/10 : visite aux Etats-Unis du Lt. Général R. Akhtar, le *patron* services secrets (ISI)
01/10 : le Secrétaire d'Etat J. Kerry demande un engagement anti-terroriste plus ferme
30/09 : intervention de N. Sharif à l'Assemblée Générale annuelle de l'ONU ; propose à l'Inde un plan de paix en quatre étapes
29/09 : le FMI annonce le versement au Pakistan de 504 millions \$US.
30/08: visite au Pakistan de Susan E. Rice, Conseillère à la sécurité nationale (USA).

DÉCLARATIONS & REACTIONS

"Je ne la* qualifierais pas de soft coup ; je dirais que le gouvernement a concédé de l'espace aux militaires, pour sa propre survie et du fait de ses divers échecs", Talat Masood, ancien général, *New York Times* du 17 novembre (*au sujet de l'influence (re)prise par l'armée)

"Les relations entre le Pakistan et la Russie entrent dans une phase nouvelle de coopération étroite, laquelle ouvrira la voie à un âge nouveau de bénéfices mutuels pour les deux pays", 1^{er} min. N. Sharif, *The Hindu*, le 19 novembre.



L'auteur

OLIVIER GUILLARD, spécialiste de l'Asie, est chercheur à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS ; Paris), chercheur au CERIAS (UQAM ; Montréal), directeur de l'information du cabinet de conseil Crisis 24 (Paris ; Washington).

ENJEUX et CONSEQUENCES

◆ Le regard soudain moins critique de l'administration américaine sur le retors partenaire pakistanais doit -il s'interpréter comme la récompense de la prodigieuse Amérique aux efforts (enfin) consentis par la *Pakistan Army* et l'ISI sur le front afghan, alors que la situation sécuritaire se détériore à vue d'œil (prise de Koundunz par les talibans fin sept.) et que la greffe de la nouvelle administration peine à prendre (Président A. Ghani en fonction depuis sept. 2014) sur le patient afghan ? De fait, le succès de l'opération *Zarb-e-Azb* menée depuis juin 2014 contre les talibans (pakistanais) et une noria de groupes islamo-terroristes à la frontière pakistano-afghane, la décrue progressive (à défaut de disparition) de la violence dans la mégalopole Karachi, la fin des manifestations de l'opposition dans la capitale, ont apporté au chef des armées une aura certaine à mesure que parallèlement, l'étoile du gouvernement Sharif palissait pour se perdre dans un crépuscule de déception.

◆ Déjà limitée, la marge de manœuvre de la fragile administration Sharif a mécaniquement cédé du terrain à l'institution militaire, laquelle, déjà très à son aise dans la configuration politique du moment (PPP de la dynastie Bhutto très affaibli ; PTI d'Imran Khan *a priori* en bons termes avec l'institution militaire), n'en demandait pas tant.

◆ S'agit-il pour autant d'une *bonne nouvelle* pour le citoyen pakistanais, indien et afghan ? Dans un contexte de nouvel affaiblissement de l'autorité civile, de raffermissement du crédit militaire et d'éparpillement des forces de l'opposition, la *bonne fortune* du moment dont peut se prévaloir le discret général R. Sharif

pourrait aisément se muer, selon un processus naturel dans ce pays de tradition martiale, en une mainmise plus volontaire, plus directe sur la gestion des affaires nationales ... et des grands dossiers régionaux.

◆ Une évolution dont New Delhi et Kaboul auraient probablement tôt fait de faire les frais. La permanence des incidents armés depuis l'été 2014 au Cachemire (562 violations du cessez-le-feu en 2014, selon le *Times of India*), les avancées tous azimuts des talibans (dont la proximité avec l'ISI pakistanaise est notoire) ces derniers mois aux quatre coins du théâtre de crise afghan, balisent une feuille de route que l'on devine plus propice à la poursuite de la tension avec les capitales voisines qu'animée par un souci d'apaisement.

◆ Une *pacification* qu'encourage pourtant Washington, forte de ses rapports aujourd'hui apaisés avec les gouvernements Modi à Delhi et Ghani à Kaboul.

PROSPECTIVE

Sous la houlette d'un 1^{er} ministre diminué et d'un chef des armées en réussite (opérationnelle), ayant le vent en poupe (auprès des Pakistanais et de 'allié américain'), le Pakistan de cette fin d'année demeure un acteur fragile, complexe et inquiétant, exposé à une kyrielle de maux domestiques (politiques, sécuritaires, socio-économiques), incapable de se détacher de ses pathologies traditionnelles ayant jusqu'à ce jour lesté son développement (tension malade avec l'Inde ; ingérence en Afghanistan) et hypothéqué la stabilité régionale. Une orientation très discutable, voire dangereuse qui pour autant, par défaut d'autre option sans doute, ne semble pas indisposer Washington.

Paris, le 23 novembre 2015